

L'Europe par les Américains étaient assez fondées. L'étonnant, c'est qu'on ait choisi la Conférence comme cadre d'un conflit en règle et presque public sur ce thème.

Les Européens travaillèrent nuit et jour à résoudre entre eux ces difficultés et à rédiger un communiqué en commun, mais sans succès. On utilisa donc comme ébauche du communiqué de la Conférence la proposition des États-Unis, composée essentiellement des questions traitées par M. Kissinger dans son discours d'ouverture. Le produit final en fut une version diluée, générale comme il convient et parsemée d'astérisques français. Il y eut en tout six paragraphes de ce communiqué final de sept pages, que la France n'a pas « acceptés ». Ceux-ci avaient trait aux programmes de recherche et d'exploitation menés conjointement, à des propositions financières précises, à des conférences ultérieures intéressant les pays consommateurs, et à l'attribution du soin de préparer une conférence des producteurs et des consommateurs à un groupe de coordination qui poursuivrait l'œuvre de la Conférence.

C'est à la création de ce mécanisme de continuation que la France s'était surtout opposée au cours des séances précédentes. Elle préférerait en somme confier toute action ultérieure aux institutions existantes, en particulier à l'OCDE où elle a traditionnellement joué un premier rôle, ainsi qu'aux Nations Unies où l'on peut s'attendre à des débats prolongés.

Or, l'OCDE a fourni un important travail de continuation après la conférence de Washington, et on ne saurait accuser la France de négliger ses responsabilités au sein de cet organisme. D'autres institutions, dont le Fonds monétaire international et la Banque, ont également répondu à l'appel. La seule activité à laquelle la France continue de se soustraire est la participation directe au groupe de travail créé à la demande des États-Unis pour l'examen de questions techniques et l'organisation de nouvelles conférences. Ce groupe se réunit à Bruxelles. Après avoir soulevé une certaine acrimonie au début, les Américains semblent avoir opté pour un rôle plus discret. Ils continuent d'espérer que les Français changeront d'attitude à la longue.

Divergences non résolues

Cependant, les principales divergences entre l'Europe et les États-Unis n'ont pas encore trouvé de solution. Les récriminations continuent de fuser de part et d'autre de l'Atlantique. La perspective est loin d'être claire, en outre, pour le Marché commun. Il reste encore à voir les effets du changement de gouvernement en Grande-



Photo UPI

Le ministre des Affaires étrangères de France, M. Michel Jobert, a été la personnalité marquante de la Conférence sur l'énergie, tenue à Washington en février. A l'exception de la France, les nations participantes ont convenu du besoin d'un programme d'action compréhensif pour solutionner les problèmes énergétiques.

Bretagne où le parti travailliste, avec son penchant anti-Marché commun et pro-américain, est de nouveau au pouvoir.

Les réactions au comportement de M. Jobert à Washington ont été variées, depuis l'affirmation courtoise et discrète du ministre des Affaires étrangères, M. Mitchell Sharp [Je crois qu'ils (les Français) sont venus à la Conférence à contre-cœur] jusqu'aux remarques impubliables de certains observateurs américains. Selon un diplomate qui a assisté à la Conférence: « Si l'art de la diplomatie consiste à se faire des amis, le ministre français des Affaires étrangères semble s'y prendre d'une façon bien étrange. » *Le Devoir* a appelé M. Jobert « une des personnalités les plus désagréables à apparaître depuis longtemps sur la scène diplomatique ».

Quoi qu'il en soit, M. Jobert garde la vedette et sa présence ne manquera pas de se faire sentir au cours des prochains mois lorsque l'Allemagne aura cédé à la France la présidence du conseil des ministres du Marché commun européen. Malgré son comportement à Washington qui semblait perpétuer l'arrogance de Charles de Gaulle, il se peut néanmoins qu'il n'ait pas entièrement gâté l'effet assez limité pro-